

Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public – publication de l'indice de perception de la corruption (CPI) 2024

La Suisse a besoin d'une trajectoire claire contre la corruption

Berne, le 11 février 2025 – La Suisse occupe la cinquième place dans l'indice de perception de la corruption dans le secteur public de Transparency International (CPI : Corruption Perceptions Index). Elle n'obtient toutefois que 81 points sur 100 possibles, soit un point de moins que l'année précédente. Ce score est le plus bas jamais obtenu par la Suisse dans le CPI. Dans les domaines liés à la corruption qui ne sont pas couverts par le CPI, on observe également trop peu d'améliorations. Des lacunes persistent notamment dans la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption dans le secteur privé, la poursuite pénale des entreprises et la protection des lanceurs·euses d'alerte.

Le Corruption Perceptions Index (CPI) de Transparency International, l'organisation mondiale de lutte contre la corruption, mesure chaque année dans 180 pays la perception de la corruption dans le secteur public sur la base d'appréciations d'expert·e·s du monde scientifique et de milieux économiques. Plus un score est élevé, moins le pays est vulnérable à la corruption.

Le CPI 2024, publié aujourd'hui, confirme que la corruption reste un fléau largement répandu dans le monde entier. Malheureusement, de manière générale, aucune amélioration significative n'a été constatée par rapport à l'année précédente. Plus de deux tiers des pays examinés n'atteignent même pas la barre des 50 points sur un maximum de 100. La moyenne se situe toujours autour de 43 points. Le Soudan du Sud est en dernière place, tandis que le Danemark reste en tête.

Si la Suisse figure certes parmi les dix pays les mieux classés, elle n'obtient toujours que 81 points sur un total de 100.

Katja Gloor, directrice ad interim de Transparency Suisse, commente : « *La Suisse doit s'attaquer fermement aux lacunes de la lutte contre la corruption dans le secteur public – des mesures urgentes s'imposent notamment en ce qui concerne la gestion des conflits d'intérêts à tous les niveaux fédéraux et la réglementation du lobbying. Une culture de la transparence et de l'intégrité doit être une exigence impérative dans le secteur public.*

Des actions sont également requises dans des domaines qui ne sont pas couverts par l'indice de perception de la corruption (CPI) : la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption dans le secteur privé et la poursuite pénale des entreprises en font partie. La Suisse reste un pays de destination et de transit attractif pour les flux financiers illégaux. Parallèlement, les entreprises suisses opèrent sur des marchés à hauts risques de corruption et y font preuve d'un appétit du risque non négligeable. La compétitivité économique propre ne doit pas conduire à l'acceptation tacite de structures corrompues - lorsque des intérêts commerciaux favorisent la corruption, cela contribue inévitablement à la déstabilisation des sociétés et au dénuement des populations locales.

Afin de lutter de manière systématique contre la corruption et de garantir l'intégrité de la place économique et financière suisse, il convient de combler les principales lacunes du dispositif de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Cela demande des modifications ciblées de la loi ainsi qu'une application systématique des dispositions existantes.

Concrètement, dans le cas de la lutte contre le blanchiment d'argent, la transparence des ayants droit économiques des sociétés et des trusts doit être garantie et le champ d'application de la loi sur le blanchiment d'argent doit être étendu aux conseillers pour les activités non financières à risques. Les révélations des Panama Papers ont montré qu'en Suisse aussi, des acteurs fournissent à grande échelle de tels services de nature problématique. »

Le CPI 2024 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites www.transparency.org/cpi/ et www.transparency.ch/fr.

Pour rester au courant de notre travail relatif à la corruption, suivez-nous également sur [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/transparency-international).

Contact médias :

Katja Gloor, directrice ad interim, Transparency Suisse

Tél. : +41 (0)31 382 35 50

Email : katja.gloor@transparency.ch

Au sujet de l'indice de perception de la corruption de Transparency International: Créé en 1995 pour être l'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perceptions Index (CPI) est actuellement établi pour 180 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de cinq à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

###

Transparency International Suisse (Transparency Suisse) est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. Transparency Suisse prévient et combat la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. Transparency Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch/fr